

TOP JURIS

Wikipedia, hébergeur non responsable de ses contenus

Compte tenu de son caractère ouvert, l'encyclopédie en ligne comporte une procédure de signalement des propos illicites ainsi qu'un corps de modérateurs s'efforçant de réguler le contenu des contributions dans un sens licite, objectif et documenté. Mais cette autorégulation ne suffit pas toujours.

Certes, un contenu illicite peut être supprimé par tout contributeur, et chacun est identifié par son adresse IP. Cependant, dès lors que toute contribution est archivée dans l'historique de chaque article, il peut devenir nécessaire d'agir auprès de l'encyclopédie pour que celle-ci supprime définitivement le contenu litigieux. S'estimant diffamées sur une page de Wikipedia, trois personnes ont demandé en référé au président du Tribunal de grande instance de Paris de condamner l'encyclopédie – et donc l'association Wikimedia Foundation qui la propose – à retirer l'article litigieux et à leur verser des dommages et intérêts pour diffamation et atteinte à la vie privée.

→ WIKIPEDIA CONSIDÉRÉ COMME HÉBERGEUR

Dans sa décision du 29 octobre 2007, après avoir noté que ce contenu avait été supprimé de l'historique au jour de l'audience, le juge a estimé que Wikipedia est un prestataire d'hébergement au sens de l'article 6. I. 2° de la loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) du 21 juin 2004. Dès lors que Wikipedia ne fait que proposer aux internautes un espace en ligne où ceux-ci sont libres de diffuser toute information, le juge assimile l'encyclopédie à un hébergeur – ce qui correspond d'ailleurs à son caractère ouvert. Ainsi, à l'instar de tout hébergeur et en application de la LCEN, Wikipedia ne peut voir sa responsabilité engagée en raison des contenus de ses pages, que si elle a eu connais-

sance du caractère illicite de ces contenus, ou si, du moment où elle en a eu connaissance, elle n'a pas agi promptement pour les supprimer. Or, le juge a relevé que les conditions de la mise en cause de la responsabilité des hébergeurs n'étaient pas réunies puisqu'aucune connaissance de l'illicéité des contenus n'avait été communiquée à Wikipedia. Or, seule une notification de l'ensemble des éléments visés à l'article 6. I. 5° de la LCEN aurait pu établir la connaissance par Wikipedia du caractère illicite allégué. Ces éléments sont les références du notifiant comme du destinataire, la date de notification, la description et la localisation des contenus litigieux, les motifs de la demande et les dispositions légales pertinentes, ainsi que la copie de la correspondance préalablement adressée à l'auteur de ces contenus ou à défaut la preuve de l'impossibilité de contacter celui-ci. En outre, la notification adressée par simple email ne permettait pas de prouver sa réception par Wikimedia Foundation. Et une notification complète aurait pu permettre à l'auteur de la contribution litigieuse de faire valoir une éventuelle exception de vérité, en application de la loi de 1881 sur la presse.

→ SEUL LE FOURNISSEUR D'ACCÈS DÉTIENT DES INFORMATIONS

Par conséquent, si les demandeurs n'ont pas respecté les dispositions de la LCEN en matière de notification de contenus illicites, le juge des référés ne pouvait sanctionner

Wikipedia sur ce fondement. Enfin, Wikipedia répondait également qu'elle mettait en ligne l'adresse IP de tout contributeur, mais que seul le fournisseur d'accès était en mesure d'identifier la personne responsable du contenu. Le juge a pris acte de ce que Wikipedia, en tant qu'hébergeur de contenu, ne disposait pas des coordonnées physiques du contributeur, malgré la lettre de l'article 6. II. de la LCEN, qui dispose que les fournisseurs d'accès ou d'hébergement « conservent les données de nature à permettre l'identification de quiconque a contribué à la création du contenu ou de l'un des contenus des services dont elles sont prestataires ». Dans un arrêt du 7 juin 2006, la Cour d'appel avait pourtant précisé les exigences des juges en matière de « données de nature à permettre l'identification » : pour une personne physique, ses nom, prénom et adresse, et pour une personne morale, ses raison sociale, forme, siège social et son représentant légal. Dès lors que Wikipedia est considérée comme un hébergeur, elle pourrait se voir soumise à cette obligation d'identification physique de chacun de ses contributeurs – ce qui compliquerait sérieusement son fonctionnement.

Rubrique réalisée en collaboration avec :

STAUB BENICHOU & ASSOCIES

Avocats au barreau de Paris
01 47 42 47 42
www.staubbenichou.com